

LES INVESTISSEMENTS ET LA COMPÉTITIVITÉ EN AGRICULTURE ET EN TRANSFORMATION ALIMENTAIRE AU QUÉBEC : UN REGARD SUR LA PÉRIODE 2016-2024

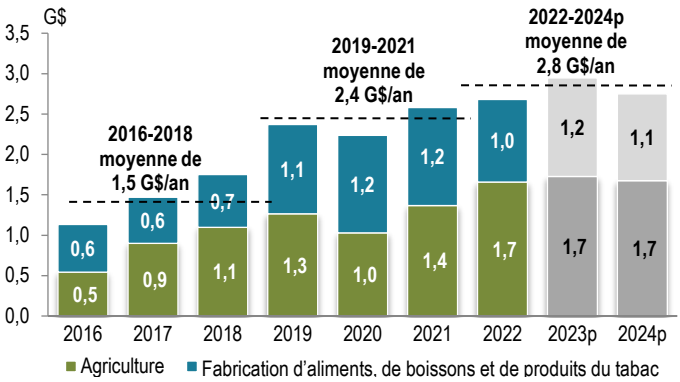
Les investissements des entreprises jouent un rôle crucial dans leur croissance, leur productivité et leur compétitivité. En investissant dans des bâtiments, des équipements modernes, de nouvelles technologies et des méthodes de production innovantes, les entreprises peuvent accroître leur capacité de production et améliorer leur efficacité. Cela peut notamment leur permettre d'offrir des produits de meilleure qualité à des prix plus compétitifs, ce qui peut les aider à maintenir leurs parts de marché ou à en gagner de nouvelles. Dans le cadre de la Politique bioalimentaire 2018-2025, les partenaires ont fixé une cible d'investissement de 15 milliards de dollars (G\$) sur 10 ans pour l'agriculture, les pêches et la transformation alimentaire. Alors que ces secteurs ont investi 20,1 G\$ au Québec de 2016 à 2024, cette cible a été largement dépassée. Ce numéro de *BioClips* propose d'apprécier les effets de ces investissements majeurs sur la compétitivité durant cette période, qui sera abordée à travers l'évolution des parts de marché dans le Canada. Les ventes du Québec par rapport aux ventes canadiennes ont ainsi été mesurées en agriculture, en transformation alimentaire et en matière d'exportations internationales.

Les investissements sont influencés par divers éléments (ex. : taux d'intérêt, coût du matériel, prix, demande, taux de change, politiques gouvernementales). Ils sont sensibles à la conjoncture économique et peuvent fluctuer d'une année à l'autre. En agriculture, les résultats dépendent également de facteurs externes à l'entreprise (ex. : climat, maladies, insectes) qui affectent le niveau de production. En vue de réduire l'effet des variations annuelles, les constats présentés ont été établis sur la base de moyennes de trois ans.

L'AGRICULTURE ET LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE ONT ACCRU LEUR PART DES INVESTISSEMENTS AU CANADA

Au Québec, de 2022 à 2024, la valeur annuelle moyenne des investissements pour l'ensemble de l'agriculture et de la transformation alimentaire s'est établie à 2,8 G\$. Il s'agit d'une croissance de 92 % par rapport aux années 2016 à 2018 (1,5 G\$/an), soit plus du double de celle enregistrée au Canada (+41 %). La progression relative a aussi été plus élevée au Québec dans tous les sous-secteurs.

Figure 1. Investissements en agriculture et en transformation alimentaire au Québec de 2016 à 2024 (en G\$)



p : donnée provisoire  
Sources : Statistique Canada, Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon l'industrie et le type d'actif et Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations; estimations de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ); compilation et estimations du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ).

La relation entre les investissements et la compétitivité sur le plan des ventes n'est pas directe. L'effet passe par la modification du stock de capital ainsi que par la capacité de ce capital à générer des revenus. Les investissements

modifient la composition du stock de capital qui, combiné avec d'autres facteurs de production, permet de produire les biens et services destinés à la vente.

De 2015-2017 à 2021-2023<sup>1</sup>, à l'instar des investissements, le stock net de capital<sup>2</sup> dans l'ensemble de l'agriculture et de la transformation alimentaire s'est accru davantage au Québec (+61 %) qu'au Canada (+47 %), mettant en lumière une performance québécoise supérieure. Il a aussi augmenté plus rapidement dans tous les sous-secteurs, à l'exception de la fabrication d'aliments. Ce dernier est le sous-secteur ayant le moins haussé ses investissements et le seul qui a vu sa part du stock net de capital au Canada diminuer.

Tableau 1. Variation des investissements et du stock net de capital au Québec entre les moyennes annuelles de 2016-2018 et de 2022-2024 (en %), part du Québec dans le Canada (en %) et sa variation (en point de %)

	Québec	Part Québec / Canada		
	Var. (%)	2016-2018	2022-2024	Var. (pp*)
Investissements				
Agriculture	100 %	11 %	18 %	7 %
Cultures agricoles	78 %	7 %	12 %	5 %
Élevage	117 %	21 %	26 %	5 %
Aliments, boissons et tabac	82 %	20 %	22 %	2 %
Aliments	73 %	19 %	20 %	1 %
Boissons et tabac	112 %	22 %	28 %	6 %
Stock net de capital	Var. (%)	2015-2017	2021-2023	Var. (pp*)
Agriculture	58 %	14 %	16 %	2 %
Cultures agricoles	89 %	7 %	10 %	3 %
Élevage	43 %	23 %	24 %	1 %
Aliments, boissons et tabac	68 %	22 %	21 %	-1 %
Aliments	45 %	21 %	19 %	-2 %
Boissons et tabac	159 %	24 %	30 %	6 %

\* Dans ce numéro de *BioClips*, les variations en point de pourcentage (pp) ont été calculées à partir des valeurs arrondies des parts du Québec dans le Canada.  
Sources : se référer à la figure 1.

LA PART DU QUÉBEC DES RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES DU CANADA A PEU BOUGÉ

Le paysage québécois en agriculture s'est quelque peu modifié entre 2016 et 2024. Les productions végétales ont pris de l'importance dans le total des recettes agricoles du marché, au détriment des productions animales.

<sup>1</sup> Ces périodes ont été utilisées pour le calcul des moyennes annuelles puisque les données de 2024 ne sont pas disponibles pour le stock net de capital.  
<sup>2</sup> Le stock de capital comprend les bâtiments non résidentiels, les travaux de génie, les machines, le matériel et les produits de propriété intellectuelle utilisés dans le processus de production. Le concept de stock net a pour objectif d'évaluer la capacité productrice du stock de capital. La valeur du stock net d'une année donnée est censée refléter la valeur marchande ou la valeur économique des actifs constituant le stock de capital. La valeur marchande est le montant pour lequel les actifs pourraient être vendus, étant donné que le stock inclut des actifs qui ne sont plus neufs et qui ont subi une certaine usure comparativement aux nouveaux actifs de type équivalent. Le lien entre les investissements et le stock de capital se résume de la sorte : stock (au début de l'année 1) + investissements (année 1) – amortissements (année 1) = stock (au début de l'année 2).

Malgré ces changements internes, la part du Québec dans les recettes agricoles du Canada a peu bougé. Elle a légèrement diminué dans les productions animales, en raison notamment d'une baisse pour les porcs, les bovins et les veaux, mais est demeurée relativement stable dans les productions végétales. Dans ces dernières, une légère hausse dans les fruits, les légumes et les pommes de terre a été enregistrée, alors que les céréales, les oléagineux, les fourrages et le sirop d'érable ont peu changé.

Tableau 2. Variation des recettes agricoles en provenance du marché au Québec entre les moyennes annuelles de 2016-2018 et de 2022-2024 (en %), part du Québec dans le Canada (en %) et sa variation (en point de %)

	Québec	Part Québec / Canada		
	Var. (%)	2016-2018	2022-2024	Var. (pp)
AGRICULTURE	43 %	14 %	13 %	-1 %
Productions animales	35 %	21 %	19 %	-2 %
Lait, volaille, œufs	37 %	31 %	31 %	0 %
Porcs	38 %	30 %	28 %	-2 %
Bovins, veaux	17 %	6 %	4 %	-2 %
Autres	39 %	13 %	11 %	-2 %
Productions végétales	55 %	9 %	9 %	0 %
Céréales, oléagineux, fourrages	41 %	6 %	6 %	0 %
Fruits, légumes, pommes de terre	50 %	18 %	19 %	1 %
Sirop d'érable	45 %	90 %	90 %	0 %
Autres	135 %	5 %	8 %	3 %

Source : Statistique Canada, Recettes monétaires agricoles; compilation du MAPAQ.

LA PART DU QUÉBEC DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DU CANADA A DIMINUÉ

Le portrait québécois en transformation alimentaire s'est aussi un peu modifié entre 2016 et 2024. La fabrication de produits de viande et celle de boulangeries et de tortillas ont perdu du poids dans le total des livraisons québécoises, alors que la fabrication de sucre et de confiseries ainsi que celle d'autres aliments (aliments à grignoter, sirops, café, thé, assaisonnements, etc.) ont vu leur part augmenter.

Relativement à la part du Québec dans les livraisons du Canada, elle a diminué dans la fabrication d'aliments. Le recul s'est généralisé dans tous les sous-secteurs, à l'exception de la fabrication d'autres aliments. La part du Québec s'est en revanche légèrement accrue dans la fabrication de boissons et de produits du tabac.

Tableau 3. Variation des livraisons manufacturières au Québec entre les moyennes annuelles de 2016-2018 et de 2022-2024 (en %), part du Québec dans le Canada (en %) et sa variation (en point de %)

	Québec	Part Québec / Canada		
	Var. (%)	2016-2018	2022-2024	Var. (pp)
ALIMENTS, BOISSONS ET TABAC	34 %	26 %	23 %	-3 %
Aliments	35 %	25 %	22 %	-3 %
Aliments pour animaux	22 %	29 %	25 %	-4 %
Grains céréaliers et oléagineux	46 %	11 %	9 %	-2 %
Sucre et confiseries	51 %	34 %	33 %	-1 %
Fruits et légumes	44 %	26 %	24 %	-2 %
Produits laitiers	31 %	36 %	34 %	-2 %
Produits de viande	22 %	24 %	20 %	-4 %
Poissons et fruits de mer	5 %	9 %	8 %	-1 %
Boulangeries et tortillas	14 %	25 %	17 %	-8 %
Autres aliments	89 %	26 %	29 %	3 %
Boissons et tabac	29 %	31 %	32 %	1 %

Sources : Statistique Canada, Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et Ventes pour les industries manufacturières selon l'industrie et province; compilation et estimations du MAPAQ.

LA PART DU QUÉBEC DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DU CANADA S'EST ACCRUE POUR LES PRODUITS AGRICOLES, MAIS A DIMINUÉ POUR CEUX QUI SONT TRANSFORMÉS

La structure des exportations internationales québécoises de produits bioalimentaires s'est un peu modifiée de 2016 à 2024. La part des viandes et abats a reculé dans le total des exportations du Québec, tandis que plusieurs sous-secteurs ont pris du galon, dont les céréales et oléagineux. Concernant la part du Québec dans les exportations du Canada, elle a peu bougé dans les produits agricoles. Une hausse dans les oléagineux et la floriculture a permis de compenser une baisse dans les animaux vivants. Pour les produits transformés, la part québécoise a diminué, mais elle s'est accrue dans les préparations de viandes, les sucreries et les préparations alimentaires diverses. À l'instar des recettes agricoles et des livraisons manufacturières, les résultats du Québec ont été supérieurs pour les produits agricoles que pour les produits transformés.

Tableau 4. Variation des exportations internationales\* du Québec entre les moyennes annuelles de 2016-2018 et de 2022-2024 (en %), part du Québec dans le Canada (en %) et sa variation (en point de %)

	Québec	Part Québec / Canada		
	Var. (%)	2016-2018	2022-2024	Var. (pp)
Agriculture et pêches	49 %	6 %	6 %	0 %
01 - Animaux vivants	43 %	5 %	4 %	-1 %
03 - Poissons, crustacés, mollusques	-3 %	6 %	5 %	-1 %
06 - Plantes vivantes et floriculture	122 %	9 %	10 %	1 %
07 - Légumes, plantes, tubercules	60 %	6 %	6 %	0 %
08 - Fruits, agrumes, melons	47 %	20 %	20 %	0 %
10 - Céréales	67 %	3 %	3 %	0 %
12 - Graines et fruits oléagineux	60 %	7 %	10 %	3 %
Transformation alimentaire	39 %	21 %	17 %	-4 %
02 - Viandes et abats comestibles	7 %	29 %	21 %	-8 %
04 - Lait et produits, œufs et miel	5 %	28 %	22 %	-6 %
09 - Café, thé, maté et épices	-10 %	30 %	19 %	-11 %
16 - Préparations – viandes, poissons	70 %	30 %	32 %	2 %
17 - Sucres et sucreries	55 %	46 %	49 %	3 %
18 - Cacao et ses préparations	34 %	57 %	46 %	-11 %
19 - Préparations – céréales, farines	72 %	9 %	8 %	-1 %
20 - Préparations – légumes et fruits	84 %	13 %	13 %	0 %
21 - Préparations – diverses	69 %	27 %	28 %	1 %
22 - Boissons, liquides alcooliques	77 %	27 %	27 %	0 %
23 - Résidus, aliments pour animaux	53 %	9 %	9 %	0 %

\* Principaux produits exportés, selon les codes du système harmonisé (SH) international.  
Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES EST INFLUENCÉE PAR LES INVESTISSEMENTS, MAIS PAS SEULEMENT

De 2016 à 2024, les investissements ont permis au Québec d'améliorer ses ventes en agriculture et en transformation alimentaire. Toutefois, même si le Québec a surpassé le Canada pour la croissance des sommes investies et du stock de capital, ce ne fut pas nécessairement le cas sur le plan des ventes. Cette divergence pourrait en partie s'expliquer par le recul de la part québécoise des investissements canadiens de 2006-2008 à 2013-2015 (de six points de pourcentage), qui a limité l'accumulation de capital dans le passé. Au-delà des investissements et du capital, de multiples facteurs peuvent également influencer la compétitivité des entreprises et pourraient expliquer les résultats du Québec. Parmi ces facteurs, notons la productivité, l'innovation, la qualité des investissements, l'efficacité des entreprises à intégrer le capital dans le processus de production, l'accès à la main-d'œuvre, les salaires, les relations commerciales, les taux de change, la collaboration entre intervenants, les conditions de marché et l'intervention des gouvernements.